

# CEUX QUI VOUDRAIENT JOUER LES PINOCHET FRANÇAIS

Il y a quelques temps, on découvrait un trafic d'armes dans lequel trempaient des mercenaires fascistes et giscardiens.

Plus récemment, un commando organisé militairement attaquait un dépôt d'armes. Ces derniers jours, « Honneur de la police » menaçait de mort, après Defferre, le président de la Cour d'assise qui juge l'affaire de Broglie dans laquelle sont impliqués Poniatoski et bien d'autres personnalités giscardiennes.

Parallèlement, des députés UDF et RPR, parlent — dans un hebdomadaire à grand tirage daté de cette semaine — de « rapport de force physique » avec le gouvernement, de « guerre civile », ils font l'apologie du Chili et de sa démocratie des stades.

Rêvent-ils, pour la France, d'un coup de force à la Pinochet ?

Cela ressort très clairement, en tous les cas, des propos du député RPR Tranchant. Sa justification du renversement d'un pouvoir élu au suffrage universel par le moyen d'un putsch fasciste est tout un programme.

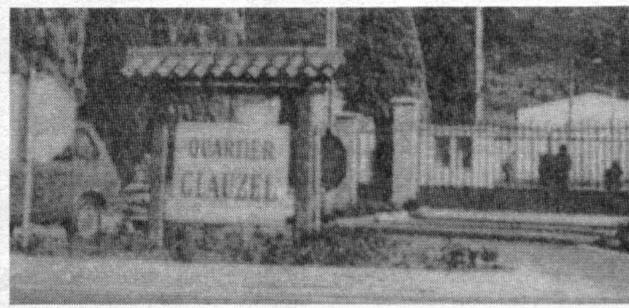
Nous voici avertis : des gens comme lui voudraient rééditer ce qui s'est produit à Santiago. Le mieux, pour que leurs ambitions avortent est de les mettre en lumière alors qu'elles commencent à peine à s'exprimer.

Pour que leurs projets fascistes restent à l'état de rêves.

Léon CLADEL

## 4 mitrailleuses lourdes, 115 pistolets-mitrailleurs 7 hommes parfaitement disciplinés

115 pistolets-mitrailleurs, 4 mitrailleuses lourdes dérobés au centre mobilisateur de Foix, dimanche matin par un commando de 7 hommes. « Il est évident que ces hommes étaient au courant des moindres faits et gestes et des habitudes du quartier Clauzel » dira l'adjoint de garde. Sans hésitation le commando se dirige directement vers le magasin des armes. Sans se préoccuper du bruit — la maison la plus proche est à des centaines de mètres — ils ont forcé la porte blindée avant de pénétrer dans le dépôt, tout comme s'ils connaissaient parfaitement l'environnement de la caserne. Ces individus masqués dont certains portaient les cheveux mi-longs et d'autres très courts, brandissaient — détail troublant — des pistolets MAC 50, arme réglementaire dans certaines unités de l'armée française. Il a fallu une heure au commando pour charger les quatre mitrailleuses lourdes de calibre 12,7 avec leurs six canons de rechange et cent quinze pistolets-mitrailleurs. Ces armes : pistolets-mitrailleurs et mitrailleuses lourdes ne sont pas communément utilisées pour des hold-up. Eprouvées en Indochine puis en Algérie, elles serviraient plutôt au combat de rue. La parfaite assurance avec laquelle évoluaient les hommes du commando, ils n'ont même pas coupé les fils du téléphone, leur parfaite connaissance du terrain, le comportement extrêmement discipliné, militaire pourrait-on dire, tous ces indices laissent à penser qu'il pourrait s'agir d'individus très proches de l'armée, informés de tout ce qui se passait au centre mobilisateur. Comment se procurer les percutants indispensables au fonctionnement de telles armes, sans avoir des liens soit avec l'armée, soit avec les nombreux trafiquants d'armes qui, au niveau européen, roulent pour l'extrême droite ?



## « Nous préparons des actions terroristes armées pour venir à bout de ce gouvernement »

« Oui, je suis fasciste ; oui, nous préparons des actions terroristes armées pour venir à bout de ce gouvernement ». C'est dans le Journal du dimanche que l'un des trafiquants d'armes interceptés le 4 octobre sur l'autoroute du Nord, fait cette déclaration. Dans la voiture arrêtée sur l'autoroute du Nord près de Senlis : 51 armes, pistolets et pistolets-mitrailleurs. Suite à cette affaire, la police a découvert un véritable arsenal chez un certain Olivier Danet : 8 pistolets « Smith et Wesson », 4 révolvers 357 magnum, 2 pistolets-mitrailleurs, ainsi que 300 cartouches. Cet individu, fils d'un notable de Rouen, avait été, il n'y a pas si longtemps, chargé de la sécurité de Giscard, notamment à Ajaccio, lors de l'explosion dans les consignes de l'aéroport. Egalement impliqués dans cette affaire, deux anciens des services d'ordre giscardiens : Thierry Tchong Tchong et Patrick Letessier. Le fait qu'à cette occasion, le capitaine Barril, adjoint du commandant du GIGN (Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale) ait été mis en cause, en dit long sur les liens qui peuvent exister entre la gendarmerie, la police et les milieux fascistes.

## « La guerre ne fait que commencer. Les incidents vont s'aggraver ».

MADELIN  
(DÉPUTÉ UDF D'ILLE-ET-VILAINE)



Pour Madelin, député de la quatrième circonscription d'Ille-et-Vilaine et trésorier du groupe parlementaire UDF : « La guerre ne fait que commencer, les incidents vont s'aggraver ». « On va vers une division des Français. La haine, les vieux démons ressuscitent. Bientôt il régnera une véritable atmosphère de guerre civile ». Celui qui parle de guerre civile fut, en 1964, l'un des fondateurs du mouvement fasciste Occident dont était issue la FANE néo-nazie. Après la dissolution du groupe Occident en juin 68, Madelin rejoignit les giscardiens. En 1974, il s'occupa de lancer des journaux anti-Mitterrand, tel Spécial Banlieue dont il était le directeur de publication. Pur hasard, ce journal, si l'on peut parler ainsi à propos de telles publications, était édité, comme d'autres du même genre, par

SERVICE (Société d'étude et de recherche visuelle : d'impression, de composition et d'édition). Parmi les responsables de cette société, cinq dirigeants du groupe fasciste Ordre nouveau. On cite parmi les proches de Madelin, Georges Albertini, lié, lui aussi, à SERVICE. Il fut, sous l'Occupation, secrétaire général du parti de Déat. Arrêté en 45, il passera 4 ans en prison. Conseiller de la Banque Worms, il est aussi dirigeant de l'Institut supérieur du Travail, qui organise, pour les grands trusts, des stages de formation à la lutte antisyndicale. Albertini est adhérent à la Ligue anti-communiste mondiale, liée à l'Union mondiale nationale-socialiste. Alain Madelin, lui-même, était professeur à l'ISI, aux côtés de Claude Harmel, un des adjoints du collabo Déat.

## MENACES DE MORT CONTRE MAGISTRATS

Est-ce parce qu'il a demandé le témoignage des anciens dirigeants de la police sous Giscard : les Ottavio, de la Brigade criminelle, les Ducret et autres Poiblan de la police judiciaire ? Est-ce parce qu'il a accusé Poniatoski de mensonge par omission ? Est-ce parce qu'il a parlé de « Watergate français » ? Toujours est-il que le président de la Cour d'assise, où se juge actuellement l'affaire de Broglie, vient de recevoir de mystérieuses menaces de mort signées « Honneur de la police ». Est-il besoin de rappeler que l'attentat perpétré contre un des responsables de la CGT parisienne au lendemain de la grande manifestation des sidérurgistes, était signé « Honneur de la police », de même que l'assassinat de Pierre Goldman. « Honneur de la police » avait aussi revendiqué l'attentat à la bombe contre le domicile d'Henri Noguères, président de la Ligue des droits de l'homme. De même que les menaces de mort reçues ces derniers temps par Defferre et accompagnées d'une balle de 9mm. Une police où l'activisme de droite semble se développer comme en témoignent les incidents provoqués à Lyon contre Defferre, lors de l'enterrement d'un policier, et à l'origine desquels on trouve la FPIP (Fédération professionnelle indépendante de la police), groupuscule syndical fasciste.



## « Nous allons en arriver au rapport de force physique ».

TOUBON  
(DÉPUTÉ RPR DE PARIS)

Pour Toubon, député RPR de Paris : « Le gouvernement a la volonté de changer le régime politique du pays ». « Nous allons en arriver au rapport de force physique. Je n'exclus par le jour où les socialistes nous empêcheront de parler. Je ne suis pas sûr d'avoir toujours le respect de mes droits ». « La majorité des Français ne veulent pas de ce nouveau régime ». « L'opinion, l'opinion va bouger. Les éléments sont réunis. Et l'opinion, en dehors des échéances électorales, peut jouer un rôle très important sur l'évolution des choses ». Il prévient : « Nous agirons par la pression, peut être par la révolte de l'opinion. On peut interrompre le processus socialiste ». Nous voilà prévenu, Toubon ne semble pas résigné à attendre les lointaines législatives pour entreprendre la reconquête du pouvoir.



## « Le Chili, c'est un pays riche. Pinochet a finalement réussi une sorte de démocratie... ».

TRANCHANT  
(DÉPUTÉ RPR DES HAUTS-DE-SEINE)

« Nous avons affaire à un pouvoir totalitaire, d'autant plus dangereux qu'obtenu par un moyen démocratique ». C'est Georges Tranchant, député RPR des Hauts-de-Seine qui parle. Ce monsieur a des idées arrêtées sur tout : « Aujourd'hui, il vaut mieux faire un hold-up, plutôt qu'un délit économique... On relâche tous les bandits ». « Le chômage ? Il faut faire la chasse aux faux chômeurs et aux faux malades, on ne peut poursuivre la fraude fiscale avec sévérité et favoriser dans le même temps ceux qui volent dans le pot commun ». « Faites donc gérer les caisses chômage par des compagnies d'assurances privées et vous verrez bien ». Avec lui plus de grève : « Je suggère que seules soient permises les grèves à motifs sérieux, à but non politique et après le dépôt d'un préavis de trois semaines à un mois ». « La vie est un rapport de force, l'égalité n'existe pas. Chacun, ici bas, peut être son propre maître s'il en a envie. Dès lors

que vous louez vos services, vous ne pouvez acquérir des droits relatifs ». Les syndicats, il est contre aussi : « En tout cas, contre les syndicats communistes dont la fonction est de détruire l'entreprise ». « Je voudrais obtenir l'illégalité du PC en France ». Il cite en exemple, le Chili, qu'il connaît bien puisqu'il a fait partie d'une mission parlementaire française qui a rencontré Pinochet : « Regardez le Chili, c'est un pays riche. Pinochet a finalement réussi une sorte de démocratie, il y a la télé, les journaux, les radios... Tout, sauf le PC. N'oubliez pas que ce sont les marxistes et le whisky qui ont tué Allende ». Tranchant envisage-t-il de faire comme Pinochet, un coup d'Etat pour rétablir ce qu'il appelle, lui, une « démocratie sans syndicat, sans grève, sans communistes » et que tout le monde appelle dictature ? On peut se poser sérieusement la question.

## CHIRAC VEUT SE DEDOUANER

« Le climat actuel est dangereux pour la démocratie... Il faut dédramatiser et que chacun retrouve son calme ». « On peut critiquer sans s'opposer », déclarait Chirac au Club de la Presse d'Europe 1. Le même Chirac ne déclarait-il pas, une semaine auparavant, dans un journal anglais il est vrai : « Une expérience aussi extrême, jour après jour, peut entraîner une réaction virulente de la part d'une population qui n'est pas prête à cela ». Chirac, semble-t-il, veut se dédouaner, dans le cas où éclateraient des violences venant de l'extrême-droite ou de la droite tout court. Dans le même temps, Tranchant, député RPR, faisait publiquement dans une interview aux Nouvelles Littéraires, l'apologie de Pinochet et de la « démocratie chilienne ». Y a-t-il une répartition des rôles ? Même Bariani, au congrès des radicaux UDF, s'est cru obligé d'affirmer que les radicaux n'étaient pas « les fourriers du poujadisme » et n'auraient rien à voir avec des menées violentes de droite.

MAGAZINE